

# Nigéria : Situation des membres du groupe IPOB

Recherche rapide de l'analyse-pays de l'OSAR

Berne, 19 juillet 2019

Cette recherche repose sur des renseignements d'expert-e-s et sur les propres recherches de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR). Conformément aux standards COI, l'OSAR fonde ses recherches sur des sources accessibles publiquement. Lorsque les informations obtenues dans le temps imparti sont insuffisantes, elle fait appel à des expert-e-s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable, mais peut toutefois décider de les anonymiser, afin de garantir la protection de ses contacts.

## **Impressum**

Editeur

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)  
Case postale, 3001 Berne  
Tél. 031 370 75 75  
Fax 031 370 75 00  
E-mail : [info@osar.ch](mailto:info@osar.ch)  
Internet: [www.osar.ch](http://www.osar.ch)  
CCP dons: 10-10000-5

Version disponible en français, allemand et italien

COPYRIGHT

© 2019 Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Berne

Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source

# 1 Introduction

Le présent document a été rédigé par l'analyse-pays de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) à la suite d'une demande qui lui a été adressée. Il se penche sur les questions suivantes :

1. Quelles sont les informations disponibles concernant le traitement des membres du groupe *Indigenous People of Biafra* (IPOB) par l'État nigérian ?
2. Quelles sont les informations disponibles concernant la situation au Nigéria d'une personne qui a milité pour l'IPOB à l'étranger ?
3. Les autorités nigérianes sont-elles au courant des activités de l'IPOB à l'étranger ?

Pour répondre à ces questions, l'analyse-pays de l'OSAR s'est fondée sur des sources accessibles publiquement et disponibles dans les délais impartis (recherche rapide) ainsi que sur des renseignements d'expert-e-s.

## 2 Traitement des membres de l'IPOB par l'État

**Déclaration de l'illégalité de l'IPOB par le gouvernement nigérian et le *Federal High Court*.** Suite à une opération massive des forces de sécurité nigérianes en septembre 2017 dans l'État d'Abia (voir plus bas), le gouvernement fédéral nigérian a interdit le groupe IPOB et a déclaré qu'il s'agissait d'une organisation terroriste, rapporte le *European Asylum Support Office* (EASO). Cette déclaration a ensuite été confirmée par le *Federal High Court* (EASO, novembre 2018b).

**Déclaration de l'illégalité de l'IPOB critiquée par de nombreux Nigériens, l'Union Européenne, les États-Unis et la *Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples* (CADHP).** *Chatham House* a relevé dans un article cité par EASO que de nombreuses Nigérianes, de nombreux Nigériens et acteurs internationaux comme l'Union Européenne et les États-Unis n'ont pas approuvé cette mesure (EASO, novembre 2018b). Selon *Human Rights Watch*, la CADHP a officiellement fait savoir au gouvernement que la proscription d'IPOB en tant qu'organisation terroriste et les attaques à l'encontre de ses membres constituait une violation de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (HRW, 17 janvier 2019).

**L'État continue à réprimer les manifestations de l'IPOB. En 2019 comme dans les années précédentes, des arrestations massives de membres soupçonnés ou avérés de l'IPOB ont été observées.** Selon le média nigérian *Premium Times*, une *Joint Security Task-force* a arrêté 140 membres du groupe séparatiste *Indigenous People of Biafra* (IPOB) en mai 2019 dans la localité de Nsukka, dans l'État de Enugu, au sud-est du pays. Les militant-e-s ont été arrêté-e-s car elles et ils étaient soupçonné-e-s d'avoir préparé un défilé illégal, d'avoir exhibé des objets interdits dans les rues et d'avoir chanté des chants incitatifs contre la nation (*Premium Times*, 23 mai 2019). En décembre 2018, lors d'une autre opération, la police a arrêté 51 membres présumé-e-s de l'IPOB qui manifestaient à Umuahia, dans l'État d'Abia pour possession soupçonnée d'insignes de l'IPOB (*Premium Times*, 12 décembre 2018). En novembre 2018, ce sont 33 commerçant-e-s qui avaient été arrêté-e-s à la suite de heurts entre militant-e-s soupçonné-e-s de l'IPOB et forces de l'ordre sur un marché au cours

desquels un policier avait été tué. Une enquête de police a démontré que les commerçant-e-s n'étaient pas membres de l'IPOB suite à quoi elles et ils ont été relâché-e-s (*Premium Times*, 3 décembre 2018).

Dans son rapport mondial couvrant l'année 2018, *Human Rights Watch* (HRW) affirme que la police continue à réprimer les manifestations des membres de l'IPOB. Le 17 août 2018, 112 femmes qui manifestaient contre la disparition du leader de l'IPOB, Nnamdi Kanu, ont été arrêtées. Elles n'ont été libérées par un tribunal que près d'une semaine plus tard (HRW, 17 janvier 2019). Kanu, qui avait disparu en septembre 2017, est ensuite réapparu en octobre 2018 en Israël, explique EASO (EASO, novembre 2018a).

En septembre 2017, une centaine de membres de l'IPOB ont été arrêté-e-s dans le cadre d'une opération des forces de sécurité dans l'État d'Abia, rapporte EASO (EASO, novembre 2018a). Lors de l'invasion de sa résidence par l'armée dans le cadre de cette opération sécuritaire, Nnamdi Kanu et ses parents avaient disparu. Dans un rapport de juin 2017, l'OSAR relatait aussi des cas d'arrestations : en marge de la commémoration de la proclamation de la République du Biafra le 30 mai 2017 et des centaines de personnes arbitrairement arrêtées entre août 2015 et décembre 2016, selon un rapport d'*Amnesty International* (AI).

Dans un rapport de 2016, AI rapporte les conditions de la répression contre les activistes pro-Biafra. AI relève notamment qu'entre août 2015 et août 2016 les forces de sécurité ont tué au moins 150 membres et sympathisant-e-s et blessé des centaines lors de réunions, marches et autres rassemblements non-violents (AI, 24 novembre 2016). Selon EASO (novembre 2018a), il s'agissait d'exécutions extrajudiciaires. La base de données *Nigeria Watch*, citée par EASO, dénombre 146 personnes tuées durant des affrontements entre les forces de sécurité et les deux groupes pro-Biafra (IPOB et le *Movement for the Actualization of the Sovereign State of Biafra* – MASSOB) en 2016. Lifos enfin, toujours cité par EASO, estime qu'entre 2015 et 2017 la répression contre IPOB a fait plus de 200 morts (EASO, novembre 2018a). Le 22 juin 2017, l'OSAR a publié un rapport intitulé Nigéria – Risques pour les membres du groupe *Indigenous People of Biafra*, qui revenait sur la situation à laquelle les membres de l'IPOB faisaient face au Nigéria.<sup>1</sup>

**Quiconque est membre de l'IPOB s'expose à un risque de persécution et d'arrestation au Nigéria. L'appartenance au groupe ou le simple fait d'avoir des documents de l'IPOB est un motif d'arrestation.** Selon l'information obtenue le 16 juillet 2018 d'une *personne de contact de l'OSAR travaillant comme chercheur dans une université au Nigéria (personne de contact A)*, quiconque est membre de l'IPOB s'expose à un risque de persécution et d'arrestation. Ceci est d'autant plus vrai depuis l'interdiction officielle du groupe par le gouvernement en septembre 2017 qui a pour conséquence de rendre toutes activités du groupe ainsi que le seul fait d'être membre du groupe illégales, ajoute la *personne de contact A*. EASO souligne que la simple possession de documents de l'IPOB peut mener à une arrestation et condamnation. Plusieurs membres auraient ainsi été accusés de trahison, un crime punissable par la peine de mort au Nigéria, rapporte EASO (EASO, novembre 2018a).

---

<sup>1</sup> Des extraits du rapport (en allemand) ont été mis en exergue au chap. 4 Sources. Le rapport dans son entier est disponible ici : <https://www.fluechtlingshilfe.ch/assets/herkunftslaender/afrika/nigeria/170622-nga-ipob.pdf>.

**Une omniprésence policière dans le sud-est du pays dans le cadre de l'opération *Python Dance II*.** En mars 2018, un article publié dans le *World Politics Review*, cité par EASO, soulignait que depuis le début de l'opération *Python Dance II*, le sud-est du pays est devenu un véritable état policier. Des personnes de l'ethnie Igbo vivant dans d'autres régions du pays et revenues pour les fêtes de Noël ont affirmé avoir été détenues et harcelées durant plusieurs heures par les soldats nigériens menant des opérations de fouille (EASO, novembre 2018a).

**Arrestations et conditions de détention difficiles avec allégations de mauvais traitement, impunité répandue.** Lifos rapporte également qu'entre 2015 et 2017, des centaines de membres et sympathisant-e-s de l'IPOB ont été arrêté-e-s. Au cours de leurs opérations contre l'IPOB, les forces de sécurité auraient commis de graves violations des droits humains en toute impunité (EASO, novembre 2018). Le *US Department of State* (USDOS) relate que des organisations non-gouvernementales locales et des groupes internationaux de défense de droits humains ont accusé les forces de sécurité de détention illégale, traitement inhumain et torture des personnes détenues, y compris de militant-e-s. La même source ajoute que les conditions de détention au Nigéria sont dures et qu'elles peuvent représenter un danger à la vie. Les personnes détenues seraient exposées à la torture, à une forte surpopulation, au manque de nourriture et d'eau, à des traitements médicaux inadéquats, à une exposition délibérée et fortuite à la chaleur et le soleil, et à des problèmes d'infrastructure qui entraînent des conditions sanitaires complètement inadéquates qui peut entraîner la mort de personnes détenues (USDOS, 13 mars 2019).

### 3 Connaissance de l'État nigérian des activités de l'IPOB à l'étranger

**Le gouvernement nigérian est attentif aux activités de l'IPOB à l'étranger et a accusé la France et le Royaume-Uni de leur soutien au groupe.** Selon la *personne de contact A*, le gouvernement nigérian suit de près les activités de l'IPOB à l'étranger. En septembre 2017, le gouvernement a d'ailleurs accusé la France d'être le centre financier de l'IPOB et le Royaume-Uni son centre opérationnel. Selon APANEWS, le Ministre de l'Information et de la Culture du Nigéria a affirmé en septembre 2017 savoir que le centre financier d'IPOB était en France, ce que la France s'est empressée de démentir par la voix de son Ambassade au Nigéria qui a affirmé que son pays soutenait fermement l'unité du Nigéria (APANEWS 22 septembre 2017).

**La probabilité d'arrestation des activistes de l'étranger en cas de retour existe. Elle concerne avant tout les plus en vue d'entre eux. Le leader de l'IPOB arrêté en 2015 après avoir organisé des émissions de radio depuis le Royaume-Uni.** Selon la *personne de contact A*, il est probable que les activistes de l'IPOB engagé-e-s à l'étranger soient arrêté-e-s à leur retour au Nigéria. La *personne de contact A* précise toutefois que toutes et tous les membres de l'IPOB ne font pas face au même risque et que les membres les plus en vue sont les plus exposé-e-s. Selon l'information obtenue le 16 juillet 2018 d'une *personne de contact de l'OSAR travaillant au Nigéria comme chercheur au sein d'une organisation internationale de défense des droits humains (personne de contact B)*, il est possible que les sympathisant-e-s de l'IPOB de l'étranger soient arrêté-e-s à leur arrivée au Nigéria. La *personne de contact*

B rappelle que le leader de l'IPOB Nnamdi Kanu avait initialement été arrêté en 2015 en raison de ses émissions sur radio Biafra au Royaume-Uni.

## 4 Sources

AI, mai 2019 :

*« Grave human rights violations such as torture, enforced disappearances and extrajudicial executions, are being committed with impunity. [...] »*

*Nigerian security forces have killed at least 150 members and supporters of the pro-Biafra organization and injured hundreds during non-violent meetings, marches and other gatherings. Hundreds were also arbitrarily arrested.* » Source : AI – Amnesty International: Nigeria: Human Rights Agenda, May 2019:

[www.ecoi.net/en/file/local/2009886/AFR4404312019ENGLISH.PDF](http://www.ecoi.net/en/file/local/2009886/AFR4404312019ENGLISH.PDF).

AI, 24 novembre 2016 :

*« Since August 2015, the security forces have killed at least 150 members and supporters of the pro-Biafran organization IPOB (Indigenous People of Biafra) and injured hundreds during non-violent meetings, marches and other gatherings. Hundreds were also arbitrarily arrested. [...] It documents extrajudicial executions and the use of excessive force by military, police and other security agencies. It also shows a worrying pattern of arbitrary arrests and detentions, including soldiers arresting wounded victims in hospital, and of torture and other ill-treatment of detainees. »* Source : Amnesty International, Nigeria: 'Bullets were raining everywhere': deadly repression of pro-Biafra activists, 24 novembre 2016, p.5 : [www.amnesty.org/download/Documents/AFR4452112016ENGLISH.PDF](http://www.amnesty.org/download/Documents/AFR4452112016ENGLISH.PDF).

APANNEWS, 22 septembre 2017 :

*« Le ministre de l'Information et de la Culture du Nigeria, Lai Mohammed a déclaré mercredi avoir désigné la France comme le principal bailleur de fonds du mouvement interdit des Peuples indigènes du Biafra (IPOB), le fer de lance du projet d'indépendance du Sud-est du reste du Nigeria.*

*"Permettez-moi de vous dire que le centre financier est en France, nous le savons", a déclaré le ministre.*

*Cependant, l'ambassade de France au Nigéria a nié une telle allégation.*

*M. Claude Abily, Conseiller politique à l'ambassade a déclaré jeudi que Paris "a été surprise par la déclaration du ministre de l'Information et de la Culture affirmant que le "siège financier de l'IPOB était en France". [...]*

*Selon Abily, contrairement à ces allégations, la France coopère activement avec le Nigeria dans le domaine de la sécurité et elle soutient fermement l'unité du pays.* » Source : APANEWS, La France nie tout appui à l'IPOB et exprime son soutien à l'unité du Nigeria, 22

septembre 2017 : <http://apanews.net/fr/news/la-france-nie-tout-appui-a-lipob-et-exprime-son-soutien-a-lunite-du-nigeria>.

EASO, novembre 2018a :

**« Between August 2015 and August 2016, Nigerian security forces led by the army conducted a repressive campaign, extrajudicially killing at least 150 pro-Biafra agitators. In September 2017, security forces cracked down on and arrested over 100 IPOB members in Abia State. About 15 people were reportedly killed as the army invaded the home of the IPOB leader. Amidst the army's invasion of their residence, the IPOB leader, Nnamdi Kanu and his parents disappeared and their whereabouts remained unknown for more than a year. On 22 October 2018 he 'resurfaced' in Israel. [...]**

**After the crackdown in which the army killed and arrested an unknown number of IPOB members, the military, endorsed by the federal government, banned IPOB and declared it a terrorist organisation. This declaration was not supported by many Nigerians and international observers such as the EU and the US, as the Chatham House article noted. It was stated that 'IPOB supporters are not known to be violent and that the protests have been largely peaceful'.**

**In March 2018, an article in the World Politics Review reports that, 'since the launch of Operation Python Dance II, the southeast has effectively become a police state. Igbos who live elsewhere in the country and who returned for Christmas celebrations last year reported being detained and harassed for hours by Nigerian soldiers conducting stop-and-search operations.' [...]**

**The ban on IPOB in September 2017 implies that all activities were declared illegal; even possession of IPOB material can lead to arrest and prosecution. Several members have been charged with treason which is punishable with the death penalty in Nigeria. [...]**

**AI reported that between August 2015 and August 2016, in seven major incidents, 'the security forces have killed at least 150 members and supporters of the pro-Biafran organization IPOB (Indigenous People of Biafra) and injured hundreds during non-violent meetings, marches and other gatherings. Hundreds were also arbitrarily [and randomly] arrested.' The database NigeriaWatch also reports that at least 146 people were killed during clashes between security forces and IPOB/ MASSOB in 2016. The clashes occurred primarily in the Anambra State (76 deaths), Abia (61 deaths) and Delta (9 deaths). In addition, hundreds of members and supporters have been arrested. In 2017, the highest number of fatalities due to political violence was recorded in Abia State, the headquarters of IPOB. [...]**

**Lifos reports: 'During 2015 – 2017, the crackdown on IPOB appear to have caused more than 200 fatalities, whereof the great majority civilian casualties. Additionally, there are reports of hundreds of arrested IPOB members and supporters. During the operations against IPOB, the security forces are reported to have committed severe human rights violations in an environment of impunity.'**

**The most violent event took place in several places in South East Nigeria on 30 May 2016, Biafra Remembrance Day. Estimations of people killed vary between at least 20 (International**

Crisis Group), and 60 (AI). The federal government denies the numbers and says that only five IPOB members were killed. [...]

In September 2017, the army clashed with supporters of the IPOB movement in Abia State. Several protesters were reportedly injured and at least one police officer died. According to AI, at least 10 IPOB members were killed and 12 others injured by soldiers. »

Source : European Asylum Support Office (EASO), Nigeria; Targeting of individuals, novembre 2018, p.83-85 : [www.ecoi.net/en/file/local/2001375/2018\\_EASO\\_COI\\_Nigeria\\_TargetingIndividuals.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2001375/2018_EASO_COI_Nigeria_TargetingIndividuals.pdf).

EASO, novembre 2018b :

**« In September 2017, security forces cracked down on and arrested over 100 IPOB members in Abia State. About 15 people were reportedly killed in this security operation, while the army invaded the home of the IPOB leader – who disappeared in the turmoil.**

**After this action, the military declared IPOB a terrorist organisation. This decision was endorsed by the Nigerian government but rejected by many Nigerians and international observers. On 20 September 2017, the Federal High Court in Abuja gave legal backing by granting an order filed by the Attorney-General of the Federation (AGF) and declared the activities of IPOB as 'acts of terrorism and illegality'. Many IPOB and MASSOB members are in detention.** » Source : EASO – European Asylum Support Office: Nigeria; Security Situation, novembre 2018, p.65-66 :

[www.ecoi.net/en/file/local/2001366/2018\\_EASO\\_COI\\_Nigeria\\_SecuritySituation.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2001366/2018_EASO_COI_Nigeria_SecuritySituation.pdf).

HRW, 17 janvier 2019 :

**« Police continued their crackdown on protests by members of the Shia IMN and the Indigenous People of Biafra (IPOB) separatist group with arrests and detention. [...]**

**On August 17, 112 women were arrested and prosecuted in Owerri, Imo State, for protesting the disappearance of IPOB leader, Nnamdi Kanu. They were discharged and released by a court six days later. [...]**

**In a letter to President Buhari in March, the African Commission on Human and Peoples' Rights (ACHPR) declared the government's proscription of IPOB as a terrorist group and attacks against its members as prima facie violation of the African Charter on Human and People's Rights.** » Source : HRW – Human Rights Watch: World Report 2019 - Nigeria, 17 janvier 2019 : [www.hrw.org/world-report/2019/country-chapters/nigeria](http://www.hrw.org/world-report/2019/country-chapters/nigeria).

OSAR, 22 juin 2017 :

**« Repressionen gegen Mitglieder von Pro-Biafra-Gruppen in den Jahren 2015 und 2016; zahlreiche Tötungen, Verletzung und Festnahmen von Protestierenden durch staatliche Sicherheitskräfte. Vor September 2015 erlaubten die Behörden gemäss einem Bericht von Amnesty International (24. November 2016) von der Gruppe Indigenous People of Biafra (IPOB) organisierte Demonstrationen. Seit September 2015 sähen sie die IPOB jedoch als Bedrohung der Sicherheit Nigerias an, obwohl die von Amnesty International dokumentierten Proteste und Versammlungen der IPOB überwiegend gewaltfrei waren. Seit der**

**Festnahme des IPOB-Anführers und Direktors von Radio Biafra, Nnamdi Kanu, am 14. Oktober 2015 habe es zunehmend Treffen und Demonstrationen gegeben, die zu seiner Freilassung aufriefen. Gleichzeitig sei die Zahl der vom Militär begangenen Menschenrechtsverletzungen gestiegen.**

**Laut demselben Bericht von Amnesty International lag die Zahl der durch staatliche Sicherheitskräfte zwischen August 2015 und Dezember 2016 getöteten Mitglieder und Unterstützer der IPOB bei mindestens 150. Darüber hinaus wurden hunderte während gewaltfreier Treffen, Demonstrationen und anderen Versammlungen verletzt und hunderte waren willkürlich festgenommen worden. Das Militär, das anstelle der Polizei zur Kontrolle von solchen Veranstaltungen eingesetzt wurde, schoss mit scharfer Munition und praktisch ohne Vorwarnung, um friedliche Versammlungen aufzulösen. Amnesty International (24. November 2016) berichtete von aussergerichtlichen Hinrichtungen und der masslosen Anwendung von Gewalt durch Militär, Polizei und andere Sicherheitskräfte. Es gebe ein besorgniserregendes Ausmass von willkürlichen Verhaftungen und Inhaftierungen, einschliesslich der Festnahme von verwundeten Opfern im Spital durch Soldaten, sowie von Folter und anderen Misshandlungen von Inhaftierten. Es gebe jedoch kaum Untersuchungen solcher mutmasslichen Verbrechen und Menschenrechtsverletzungen durch die Sicherheitskräfte, was die Kultur der Straflosigkeit im Militär noch zusätzlich gestärkt habe.**

**Am 9. Februar 2016 benutzte die Polizei gemäss USDOS (3. März 2017) bei Protesten von Mitgliedern und Unterstützern der separatistischen Bewegung Indigenous People of Biafra (IPOB) in einer Schule in Abia State scharfe Munition und tötete mindestens neun Personen. Am 29. und 30. Mai 2016 töteten Polizei und Militär gemäss einem von USDOS (3. März 2017) zitierten Bericht von Amnesty International in Anambra State mindestens 17 Mitglieder oder Unterstützer der IPOB vor einer geplanten politischen Demonstration. HRW erwähnte am 12. Januar 2017 ebenfalls die Repressionen und Tötungen durch Sicherheitskräfte im Februar und Mai 2016, berichtete aber von insgesamt mindestens 40 getöteten Mitgliedern der IPOB und einer weiteren separatistischen Gruppe, des Movement for the Actualization of the Sovereign State of Biafra (MASSOB).**

**Auch USDOS (3. März 2017) verweist auf zahlreiche Berichte über willkürliche und unrechtmässige Tötungen im Jahr 2016. Die nationale Polizei, die Armee und andere Sicherheitskräfte hätten tödliche und masslose Gewalt beim Auflösen von Protesten und bei der Festnahme von Kriminellen und Verdächtigen angewandt. Die Behörden zogen sie allerdings in der Regel nicht für diese Taten zur Verantwortung. Die Anwendung von massloser Gewalt einschliesslich scharfer Munition bei der Auflösung von Protesten führte zu zahlreichen Tötungen, einschliesslich im Februar und Mai 2016.**

**Festnahmen im Vorfeld des Biafra Independence Day im Mai 2017. Am 30. Mai 2017 jährte sich die Erklärung einer unabhängigen Republik Biafra im Südosten Nigerias, die den nigerianischen Bürgerkrieg ausgelöst hatte, zum fünfzigsten Mal. Gemäss AFP (30. Mai 2017) blieben Läden, Schulen und Geschäfte im Südosten Nigerias geschlossen, und die staatlichen Sicherheitskräfte waren sichtbar präsent. Der Anführer der Bewegung Indigenous People of Biafra (IPOB), Nnamdi Kanu, erklärte, es ginge ihm um «zivilen Ungehorsam», um ein Referendum über die Selbstbestimmung der Region herbeizuführen. Die nigerianische Polizei hatte angekündigt, bei einem Bruch des Friedens oder unrechtmässigen Protesten «entschieden zu handeln». Gemäss einem von AFP zitierten Sprecher der Armee seien die**

Sicherheitsvorkehrungen im Südosten an «tatsächlichen oder möglichen Krisenherden» verstärkt worden. **Laut Amnesty International (30. Mai 2017) wurden mehr als 100 Mitglieder zweier Pro-Biafra-Gruppen, des Movement for the Sovereign State of Biafra (MASSOB) und des Biafra Independent Movement (BIM), in den Staaten Enugu, Ebonyi und Cross Rivers am 22. Mai 2017 während Feiern im Vorfeld des Jahrestages festgenommen.** »  
Source : OSAR, Gefährdung von Mitgliedern der Gruppe Indigenous People of Biafra (IPOB), 22 juin 2017 : [www.osar.ch/assets/herkunftslander/afrika/nigeria/170622-nga-ipob.pdf](http://www.osar.ch/assets/herkunftslander/afrika/nigeria/170622-nga-ipob.pdf).

Premium Times, 23 mai 2019 :

**« The Police Command in Enugu state has confirmed the arrest of 140 members of the Indigenous People of Biafra (IPOB) within Nsukka area of the state.**

*The Police Public Relations Officer (PPRO) of the command, Ebere Amaraizu, confirmed the arrest in an interview with the News Agency of Nigeria (NAN) in Enugu on Thursday. Mr Amaraizu said **the IPOB members, which included 130 male and 10 female, were arrested for allegedly organising unlawful procession and display of proscribed items on the streets.***

*He **also** said they were **arrested for allegedly chanting inciting songs against the nation. He said that the group was arrested on Wednesday by a joint security taskforce and formally handed over to the police in Nsukka.** »* Source : Premium Times, Police arrest 140 IPOB members in Enugu, 23 mai 2019 : [www.premiumtimesng.com/regional/ssouth-east/331301-police-arrest-140-ipob-members-in-enugu.html](http://www.premiumtimesng.com/regional/ssouth-east/331301-police-arrest-140-ipob-members-in-enugu.html).

Premium Time, 12 décembre 2018 :

**« The Police in Abia State on Wednesday arrested 51 persons suspected to be members of proscribed Indigenous People of Biafra (IPOB) but operating as members of “Judaism”, in Umuahia. [...]**

**Mr Ogonna, a superintendent of police, said that the suspects were arrested for allegedly being in possession of different insignias of the outlawed IPOB.**

*He said the suspects comprised 41 men and 10 women, adding that they would be arraigned at the end of the investigation.*

**NAN reports that the suspects held a procession on major streets Umuahia, carrying placards with different inscriptions, written in Jewish Language. [...]**

*One of the members, who identified himself as Israel el-Ibe, told journalists that the procession was organized to “publicly demonstrate our desire to be allowed to have a Jewish state of our own in Biafra land because we are Jews in Biafra land”. »* Source : Premium Time, Police arrest 51 suspected IPOB members in Abia, 12 décembre 2018 : [www.premiumtimesng.com/regional/ssouth-east/300658-police-arrest-51-suspected-ipob-members-in-abia.html](http://www.premiumtimesng.com/regional/ssouth-east/300658-police-arrest-51-suspected-ipob-members-in-abia.html).

Premium Times, 3 décembre 2018 :

**« The 33 traders suspected to be members of the Indigenous People of Biafra (IPOB) arrested on November 23 at the Motor Spare Parts Market in Nnewi, Anambra State, have regained their freedom unconditionally. [...] »**

**The traders were arrested on November 23 after suspected members of IPOB invaded Nnewi market where they clashed with the police, killing a police inspector and injuring two other officers.**

*This led to the arrest of the 33 suspects on suspicion of being members of the outlawed group. PREMIUM TIMES reported how the police paraded the suspects for allegedly being responsible for the murder of the officer.*

**But following protests from traders who shut down the market and a statement by IPOB denying that those arrested were its members, the IGP waded in by sending a special investigative team to handle the matter which led to their release. »** Source : Premium Times, Police release 33 traders arrested over IPOB protest, 3 décembre 2018 : [www.premiumtimesng.com/regional/ssouth-east/298796-police-release-33-traders-arrested-over-ipob-protest.html](http://www.premiumtimesng.com/regional/ssouth-east/298796-police-release-33-traders-arrested-over-ipob-protest.html).

USDOS, 13 mars 2019 :

**« Local nongovernmental organizations (NGOs) and international human rights groups accused the security services of illegal detention, inhuman treatment, and torture of criminal suspects, militants, detainees, and prisoners. Military and police reportedly used a range of torture methods including beatings while bound, rape and other forms of sexual violence. [...] »**

**Prison and detention center conditions remained harsh and life threatening. [...] Prisoners and detainees were reportedly subjected to torture, gross overcrowding, food and water shortages, inadequate medical treatment, deliberate and incidental exposure to heat and sun, and infrastructure deficiencies that led to wholly inadequate sanitary conditions that could result in death. »** Source : USDOS – US Department of State: Country Report on Human Rights Practices 2018 - Nigeria, 13 mars 2019 : [www.ecoi.net/en/document/2004182.html](http://www.ecoi.net/en/document/2004182.html).

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) est l'association faîtière nationale des organisations suisses d'aide aux réfugiés. Neutre sur le plan politique et confessionnel, elle s'engage pour que la Suisse respecte ses engagements en matière de protection contre les persécutions conformément à la Convention de Genève relative au statut des réfugiés. Les activités de l'OSAR sont financées par des mandats de la Confédération et par des dons de particuliers, de fondations, de communes et de cantons.

Vous trouverez les publications de l'OSAR sur le Nigéria ainsi que sur d'autres pays d'origine de requérant-e-s d'asile sur [www.osar.ch/pays-dorigine.html](http://www.osar.ch/pays-dorigine.html).

La newsletter de l'OSAR vous informe des nouvelles publications. Inscription sous [www.osar.ch/newsletter](http://www.osar.ch/newsletter).